

BRÈVES ÉCONOMIQUES Service économique régional de Canberra

Le Service économique régional (SER) de Canberra est heureux de partager les brèves Australie, Nouvelle-Zélande, Pacifique du 25 juillet au 31 juillet 2025.

À Retenir

- **Australie** : BP abandonne le mégaprojet d'hydrogène de 55 Md AUD dans le Pilbara
- **Nouvelle-Zélande** : Les émissions totales de gaz à effet de serre augmentent de 0,9 % au 1^{er} trimestre 2025
- **Pacifique** : Les Fidji affichent leur intérêt pour le PACER Plus, avec le soutien de la Nouvelle-Zélande

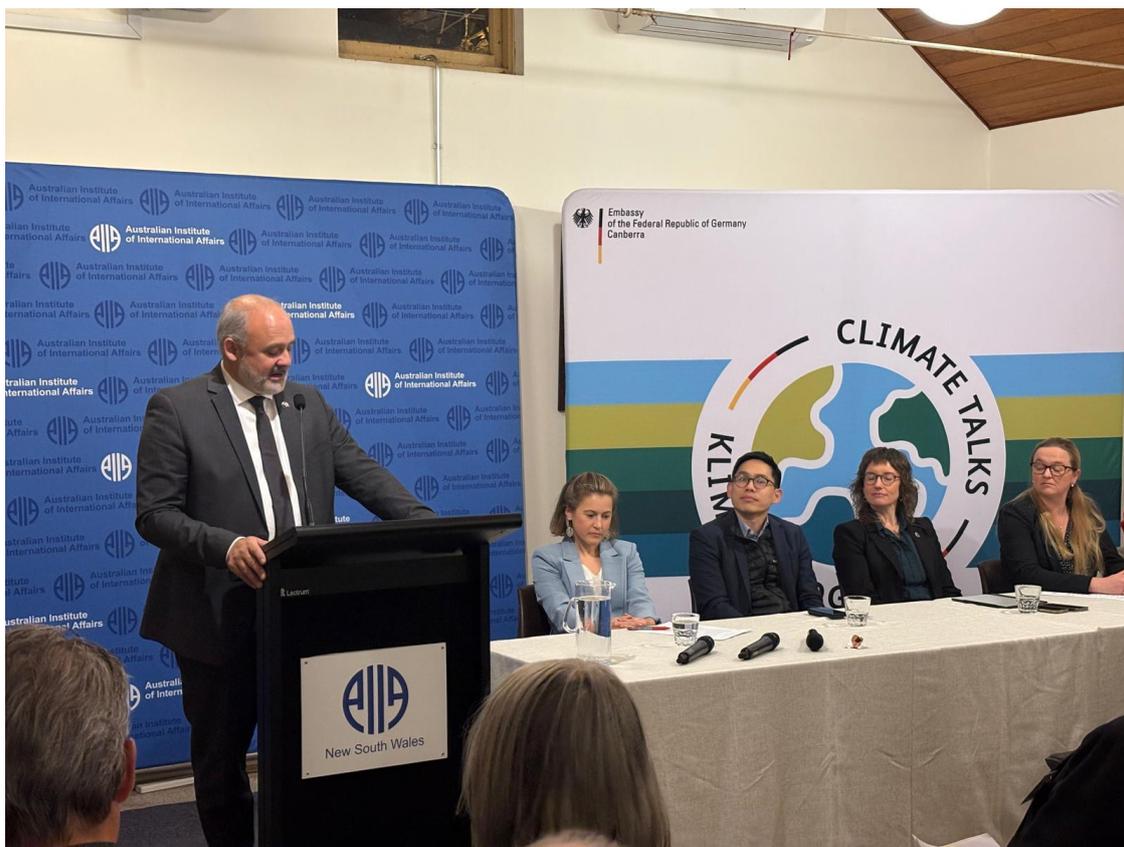
LE CHIFFRE DE LA
SEMAINE
Australie

2,1%

Inflation au 2^e trimestre

L'inflation sous-jacente en Australie s'établit à 2,7 % en glissement annuel au 2^e trimestre 2025, son niveau le plus bas depuis trois ans et demi, tandis que l'inflation nominale diminue à 2,1 % après 2,4 % au 1^{er} trimestre, en ligne avec la baisse des prix du carburant et les subventions sur les factures d'énergie. Certains postes de dépenses restent cependant orientés à la hausse, notamment l'alcool et le tabac (+5,7%), l'éducation (+5,5%) et la santé (+4,1%). Cette dynamique renforce les anticipations de marché en faveur d'une baisse du taux directeur par la banque centrale les 12 août. Le gouvernement s'est félicité du recul de l'inflation, indiquant vouloir désormais concentrer ses efforts sur les défis structurels de long terme, en particulier la productivité. [AFR](#)

Retour sur



La Conseillère développement durable a co-organisé le 29 juillet 2025 avec l'ambassade d'Allemagne, en partenariat avec l'Australian Institute of International Affairs de Sydney, une soirée « Climate talk: The path to Net Zero – Investing in ambitious NDCs for growth & development »

Après les discours d'ouverture de l'ambassadeur de France en Australie, Pierre-André Imbert, et l'ambassadrice d'Allemagne, Beate Grzeski, le Sydney Climate Talk a plaidé en faveur de

contributions déterminées au niveau national (CDN) ambitieuses, réalisables et favorables aux investissements.

Il est non seulement possible de prendre davantage de mesures en faveur du climat, mais cela présente également des avantages économiques. Selon la nouvelle étude de l'OCDE et du PNUD intitulée « Investir dans le climat pour la croissance et le développement », des politiques climatiques bien conçues peuvent conduire à une croissance économique à court terme plus forte que les scénarios de politiques actuels et prévenir des pertes économiques importantes liées au climat. Elles sont essentielles pour assurer la prospérité à long terme, entraînant une augmentation du PIB mondial de 3 % d'ici 2050 et de 13 % d'ici 2100.

Réunissant des représentants des pouvoirs publics, du monde universitaire, de la société civile et du secteur privé, le panel a examiné comment des CDN ambitieuses peuvent concilier les objectifs climatiques avec la prospérité et l'équité sociale, en garantissant la sécurité politique nécessaire à des investissements durables. S'appuyant sur l'expertise française et allemande, le panel a exploré des pistes de coopération trilatérale dans les domaines de l'énergie propre, de la finance durable et de l'innovation afin de promouvoir des stratégies climatiques réalisables.

AUSTRALIE

BP abandonne le gigantesque projet d'hydrogène de 55 Md AUD dans le Pilbara

La multinationale britannique BP se retire d'un immense projet d'hydrogène vert dans le Pilbara (Australie-Occidentale), deux ans seulement après avoir acquis 40,5 % des parts et pris la tête du projet, invoquant un recentrage stratégique vers le pétrole et le gaz. Cette décision souligne les difficultés croissantes du secteur australien de l'hydrogène, jugé trop coûteux, mal régulé et sans clients, mettant en doute la viabilité des exportations d'hydrogène à grande échelle. InterContinental Energy et CWP Global semblent vouloir poursuivre le projet. [The Australian](#)

La mise en place de nouvelles formes d'énergies à faibles émissions coûterait deux fois plus cher que prévu

Le rapport GenCost 2024-25 du CSIRO (Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation) révèle que les premières centrales utilisant des technologies jusqu'à présent jamais mises en œuvre dans le pays (nucléaire, éolien en mer, captage du carbone) coûteront jusqu'à deux fois plus que prévu, en raison du manque d'expérience locale. Les énergies renouvelables avec stockage et renforcement du réseau resteraient la solution la moins chère. Ces résultats renforcent les inquiétudes croissantes quant aux coûts de l'éolien en mer et plus largement, aux coûts de la transition énergétique. [AFR](#)

NOUVELLE-ZELANDE

Le gouvernement ouvre l'accès aux matériaux étrangers pour faire baisser les coûts du bâtiment

Le gouvernement néo-zélandais annonce une réforme pour faire baisser les coûts de construction en autorisant davantage de matériaux importés répondant aux normes internationales. Cette décision vise à élargir l'offre, à améliorer l'accès à des produits essentiels comme les plaques de plâtre, dont les prix en Nouvelle-Zélande sont parmi les plus élevés au monde. Le ministre de la Construction, Chris Penk, souligne que cette ouverture devrait stimuler la concurrence et alléger les pressions sur les entreprises du secteur. La mesure est bien accueillie par les professionnels, qui y voient une réponse concrète aux pénuries et retards rencontrés sur les chantiers, ainsi qu'un levier pour construire plus de logements, plus rapidement et à moindre coût. [RNZ](#)

Les émissions totales de gaz à effet de serre augmentent de 0,9 % au premier trimestre 2025

Au premier trimestre 2025, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 0,9 % par rapport au trimestre précédent. Cette tendance s'explique principalement par la hausse des émissions du secteur de l'électricité, du gaz, de l'eau et des déchets (+67,8 %), due à une plus grande utilisation du charbon pour compenser la baisse de la production hydroélectrique. En parallèle, les émissions des ménages ont légèrement baissé (-0,2 %), comme certaines industries telles que la manufacture, les transports et la construction. [StatsNZ](#)

PACIFIQUE

Les Fidji affichent leur intérêt pour le PACER Plus, avec le soutien de la Nouvelle-Zélande

La Nouvelle-Zélande soutient activement l'adhésion des Fidji à l'accord de libre-échange PACER Plus, qui vise à renforcer l'intégration économique entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et plusieurs pays du Pacifique. Lors d'une visite à Suva, la ministre néo-zélandaise du Commerce, Nicola Grigg, a salué la vision économique ambitieuse des Fidji, soulignant que leur participation enverrait un signal fort aux investisseurs internationaux. Bien que les Fidji aient initialement refusé de signer l'accord en 2020 en raison de craintes sur la protection de leurs industries émergentes et la perte de revenus douaniers, le gouvernement fidjien envisage désormais une réévaluation du PACER Plus à la lumière de nouveaux enjeux économiques. [PMN](#)

La plus haute cour de l'ONU reconnaît que les pays peuvent être tenus légalement responsables de leurs émissions

La Cour internationale de justice estime que les États ont des obligations claires en vertu du droit international pour protéger le climat. Même si la décision n'est pas contraignante, elle a un poids juridique et politique important, pouvant favoriser des actions en justice et renforcer la position des petits États dans les négociations climatiques. [RNZ](#)

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Solde courant (% du PIB)	Dettes publiques brutes (% du PIB)	Taux de chômage (%)	Taux directeur (%)	Inflation (%)
	2024	2024	2024	2024	2025(p)	2026 (p)	2024	2024			
Australie	27,4	1 742	61 557	1,0	1,6	2,0	-0,3	49,0	4,3 (Juin 25)	3,85 (Mai-25)	2,1 (T1-25)
Nouvelle-Zélande	5,3	258	47 371	-0,5	1,4	2,7	-6,0	51,2	5,1 (T1-25)	3,25 (Mai-25)	2,7 (T2-25)

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Compte courant (% du PIB)	Dettes publiques (% du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)
	2024	2024	2024	2024	2025 (p)	2026 (p)	2024	2024	2025	2024
Papouasie-Nouvelle-Guinée	12,5	31,7	2 524	3,744	4,6	3,5	14,55	53,70	160	4,50
Fidji	0,9	5,9	6 445	3,7	2,6	2,8	-6,71	80,04	111	2,30
Îles Salomon	0,8	1,8	2 269	2,5	2,7	2,8	-3,71	22,02	156	4,23
Vanuatu	0,3	1,2	3 496	0,9	1,4	2,1	-7,64	44,60	146	4,22
Samoa	0,2	1,1	5 062	9,4	5,4	2,6	-4,82	27,71	122	3,59
Kiribati	0,1	0,3	2 425	5,3	3,9	3,2	-2,03	9,92	140	2,49
Tonga	0,1	0,5	5 444	2,1	2,7	2,3	-3,91	38,25	92	4,69
Micronésie	0,1	0,5	4 958	0,7	1,1	1,5	-0,36	10,92	149	5,44
Îles Marshall	0,04	0,3	7 368	2,8	2,5	4,1	16,86	16,68	108	5,36
Palaos	0,02	0,3	17 000	7,1	5,7	3,5	-34,57	69,673	84	3,61
Nauru	0,0	0,2	12 385	1,8	2,0	1,6	5,25	17,59	124	11,57
Tuvalu	0,01	0,1	6 200	3,3	2,8	2,3	3,25	3,87	129	1,17

Sources : FMI et données nationales

A NE PAS MANQUER !

Brisbane (QLD)	Pacific Infrastructure Conference	18-20 août	Pacific Infrastructure Conference 2025
Canberra (ACT)	Conseil économique de l'Ambassade	26 août	Sur invitation
Nadi (Fidji)	EU-Pacific Business Forum	4-5 septembre	EU-Pacific Business Forum - European Commission Si vous souhaitez participer, nous contacter !

Nous contacter : ines.abderrahmane@dgtresor.gouv.fr

Vous avez manqué nos dernières brèves ? Retrouvez-les ici

[LinkedIn du SER de Canberra](#)

[Site internet du SER de Canberra](#)

Clause de non-responsabilité : Les Brèves économiques du Service économique régional de Canberra, rédigées à partir d'informations publiques, sont à but strictement informatif. Le SER décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elles contiennent.

SER de Canberra

6 Perth avenue Yarralumla, Canberra ACT 2600, AUSTRALIE

Vous avez reçu cet email parce que vous vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)